



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 12.5.2025
C(2025) 3077 final

M. Jan Lipavský
Ministre des affaires étrangères
Ministère des affaires étrangères
Loretánské náměstí 5
118 00 Prague 1
République Tchèque

Objet : Notification: 2025/0093/CZ

Projet de règlement gouvernemental sur la liste des substances psychomodulatrices

Émission d'un avis circonstancié, conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités tchèques ont notifié à la Commission, le 25 février 2025, le «projet de règlement gouvernemental sur la liste des substances psychomodulatrices» [ci-après le «projet notifié»], qui ajoute dans ce groupe quatre nouvelles substances (le kratom, l'extrait de kratom, le cannabis jusqu'à 1 % de tétrahydrocannabinol (THC) et l'extrait et la teinture jusqu'à 1 % de THC].

La Tchéquie a défini cette nouvelle catégorie de substances psychomodulatrices à l'article 2, point l), de la loi n° 167/1998 relative aux substances addictives et modifiant certaines autres lois, telle que modifiée depuis le 1er janvier 2025. Cette loi modificative a déjà fait l'objet de la notification 2024/0265/CZ et a introduit une nouvelle catégorie de substances à effet psychoactif, à savoir les substances psychomodulatrices. La loi prévoit un cadre réglementaire pour les substances que, contrairement aux conventions internationales relatives au contrôle des drogues, la Tchéquie ne considère pas comme des drogues mais qui ne peuvent pas être considérées comme des «denrées alimentaires» en vertu du droit de l'Union, en raison de leur effet psychoactif. Elle introduit des règles plus strictes sur la manière dont ces substances peuvent être mises sur le marché, notamment en interdisant la publicité pour ces substances et les ventes par l'intermédiaire

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

de distributeurs automatiques et en dehors des magasins spécialisés, la vente de ces substances à des personnes de moins de 18 ans, l'accès des enfants aux magasins spécialisés où les substances sont vendues, la vente dans les établissements scolaires et dans d'autres lieux répertoriés, ainsi que des restrictions strictes à la vente en ligne. La Commission avait formulé des observations sur cette notification conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535, à l'égard de l'interaction entre le projet notifié et la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil ⁽²⁾ concernant le trafic de drogue (ci-après la «décision-cadre 2004/757»). La directive indiquait que si les autorités tchèques sont en principe libres de décider d'introduire cette nouvelle catégorie de substances psychomodulatrices, qui peuvent être mises sur le marché selon des règles strictes, l'ajout de toute substance déjà classifiée en tant que stupéfiant dans le cadre des conventions internationales relatives au contrôle des drogues et de la décision-cadre 2004/757 était incompatible avec ces cadres juridiques.

La République tchèque avait expliqué comment elle tiendrait compte de ces observations lors de l'élaboration ultérieure du règlement gouvernemental sur la liste des substances psychomodulatrices, faisant actuellement l'objet d'une notification.

Lors d'une réunion, le 30 janvier 2025, à la suite des présentations par la République tchèque de sa nouvelle législation sur les substances psychomodulatrices à d'autres États membres, la République tchèque et la Commission ont de nouveau échangé leurs points de vue sur la liste des substances psychomodulatrices en cours de préparation.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre l'avis circonstancié suivant.

La mesure envisagée n'est pas conforme au droit dérivé de l'Union.

L'inclusion du cannabis jusqu'à 1 % de THC et de l'extrait et de la teinture de cannabis jusqu'à 1 % de THC dans la liste tchèque des substances psychomodulatrices permettrait la mise sur le marché – sous certaines conditions – de drogues destinées à la consommation humaine en Tchéquie. Toutefois, en vertu de l'article 2 de la décision-cadre 2004/757 chaque État membre prend les mesures nécessaires pour que la vente, la distribution, l'offre et les autres comportements intentionnels liés aux drogues soient punis lorsqu'ils ne peuvent être légitimés.

Les drogues sont définies à l'article 1er, paragraphe 1, point a), de la décision-cadre 2004/757 comme «une substance visée par la convention unique des Nations unies sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le protocole de 1972, ou par la convention des Nations unies sur les substances psychotropes de 1971».

L'article 1, paragraphe 1, point j), de la convention unique définit le terme «stupéfiant» comme désignant « toute substance des Tableaux I et II, qu'elle soit naturelle ou synthétique». Le Tableau I de la convention unique énumère le cannabis, la résine de cannabis et les extraits et teintures de cannabis. La définition du terme «cannabis»

²⁾ Décision-Cadre 2004/757/JHA du Conseil du 25 octobre 2004 concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue, http://data.europa.eu/eli/dec_framw/2004/757/2022-08-18

figurant à l'article 1er, paragraphe 1, point b), de la Convention unique fait référence aux: «sommités florifères ou fructifères de la plante de cannabis (à l'exclusion des graines et des feuilles qui ne sont pas accompagnées des sommités) dont la résine n'a pas été extraite, quelle que soit leur application.»

Selon l'exposé des motifs du projet notifié, les substances psychomodulatrices nouvellement classifiées par la Tchéquie sont, outre le kratom et l'extrait de kratom, qui ne figurent actuellement dans aucun tableau de la convention unique,

- le cannabis jusqu'à 1 % de THC en tant que «sommités florifères ou fructifères d'une plante de cannabis ou la partie hors sol d'une plante de cannabis, dont la partie est une sommité contenant la somme des substances du groupe tétrahydrocannabinol et de leurs acides jusqu'à un maximum de 1 % de la teneur en substances, destinées à la consommation humaine ou à la transformation pour la consommation humaine [...]. Il convient de noter qu'il s'agit de produits offerts à la consommation humaine et également produits et fabriqués à cette fin, qui ne relèvent donc pas du traitement défini [pour] le chanvre industriel» (pour lequel il existe des exceptions en vertu des conventions internationales relatives au contrôle des drogues);
- l'extrait et teinture de cannabis jusqu'à 1 % de THC en tant qu'«extrait ou lixiviat obtenu à partir de cannabis contenant jusqu'à 1 % de THC, contenant la somme des substances du groupe du tétrahydrocannabinol et de leurs acides à un niveau de 1 % de la teneur en substance, destiné à la consommation humaine ou à la transformation en vue de la consommation humaine [...]». Ces substances avaient été auparavant exemptées de la définition tchèque des substances addictives.

Hormis les exceptions concernant les fins industrielles, horticoles, médicales et scientifiques, non applicables dans le cas présent, la Convention unique ne contient aucune exception à la couverture du cannabis ou de l'extrait et de la teinture de cannabis tels que définis dans celle-ci. Elle ne fait pas de distinction entre certains seuils de THC dans le cannabis, l'extrait ou la teinture de cannabis.

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 19 novembre 2020 dans l'affaire C-663/18, B S et C A, qui a exclu le cannabidiol (CBD) de la qualification de «drogue» étant donné qu'il ne contient pas d'ingrédient psychoactif dans l'état actuel des connaissances scientifiques, n'est pas pertinent étant donné que le cannabis jusqu'à 1 % de THC et l'extrait et la teinture de cannabis jusqu'à 1 % de THC contiennent effectivement un tel ingrédient psychoactif. Le CBD n'est inscrit dans aucune des conventions internationales relatives au contrôle des drogues, tandis que le THC figure au tableau I de la convention de 1971 sur les substances psychotropes.

Par conséquent, l'ajout du cannabis jusqu'à 1 % de THC et de l'extrait et de la teinture de cannabis jusqu'à 1 % de THC à la liste des substances psychomodulatrices en vertu du projet notifié signifie qu'une drogue illicite est – dans certaines conditions – autorisée à être vendue à des fins de consommation humaine. Cela n'est pas conforme à la décision-

cadre 2004/757, qui exige des États membres qu'ils érigent le trafic de stupéfiants en infraction pénale.

La Commission invite les autorités tchèques à tenir compte du présent avis circonstancié afin de veiller à ce que la législation nationale soit adoptée et appliquée conformément au droit de l'Union et au droit international applicables.

La Commission rappelle aux autorités tchèques qu'elles doivent faire rapport à la Commission sur les mesures qu'elles proposent de prendre à la suite d'un tel avis circonstancié, conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

Les services de la Commission sont ouverts à une coopération et à une discussion étroites avec les autorités tchèques sur les solutions possibles aux problèmes identifiés, dans le plein respect du droit de l'Union.

Si les autorités tchèques ne respectent pas les obligations prévues par la directive (UE) 2015/1535 ou si le texte du projet notifié à l'examen est adopté sans tenir compte des objections soulevées ou contraires au droit de l'Union, la Commission se réserve le droit d'engager une procédure contre la Tchéquie, conformément à l'article 258 du TFUE.

Veillez croire, Monsieur, à l'assurance de ma haute considération,

Pour la Commission,

Stéphane Séjourné
Vice-président exécutif